

Déclaration commune des représentants des personnels FSU, UNSA et CFTD

CSA académique de l'académie Nancy-Metz - 1^{er} juillet 2024

Mesdames et Messieurs,

le CSA académique de ce jour se tient au lendemain du premier tour des élections législatives. Tout indique que l'extrême-droite - le RN et ses alliés - a la possibilité d'obtenir une majorité, absolue ou relative, à l'Assemblée Nationale. Pour nous, cette perspective est terrifiante.

Le programme du Rassemblement national confirme qu'il est un danger pour l'École publique, ses personnels et ses élèves. Si le RN et ses alliés arrivaient au pouvoir, certains de nos élèves et leurs familles seraient particulièrement ciblés par les mesures discriminatoires voulues par le RN, tout en subissant la libération de la parole et des actes racistes, antisémites et xénophobes.

L'École du RN est celle du tri social ; une École qui ne cherchera jamais à combattre - et accentuera toujours - les inégalités scolaires et sociales des élèves ; une École dont les programmes sont à la main du politique et où certains enseignements - l'éducation à la sexualité par exemple - sont menacés. L'esprit critique, essentiel à la formation des futur·es citoyen·nes, ne pourra être développé si l'idéologie supplante la science : en particulier, la méthode historique est incompatible avec la transmission d'une histoire nationale romancée.

L'École du RN c'est la mise au pas des personnels par le contrôle des pratiques pédagogiques et la mise sous surveillance, voire les menaces à l'instar de Parents Vigilants. C'est l'abandon des milieux populaires avec la suppression des REP, l'instrumentalisation de la baisse démographique pour supprimer des moyens, la relégation scolaire toujours plus précoce avec un examen d'entrée en Sixième et l'éviction des élèves dits perturbateurs vers des centres éducatifs fermés. C'est bien un renoncement à l'idéal d'une École émancipatrice.

Partout où elle est au pouvoir, en Europe et dans le Monde, l'extrême-droite met en place l'austérité pour les salaires et les services publics ; elle remet en cause l'indépendance de la justice et le rôle des syndicats ; elle attaque les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ ; elle met en opposition les travailleuses et les travailleurs en fonction de leur religion (réelle ou supposée), de leur couleur ou de leur nationalité.

Cette possible victoire de l'extrême-droite et de ses alliés aux élections législatives est le résultat des politiques néolibérales menées - en particulier depuis 2017 - qui ont mis à mal les solidarités et ainsi créé du désespoir social, puissant moteur du vote pour l'extrême droite. C'est aussi la conséquence de décisions et de prises de parole qui n'ont cessé de banaliser les idées racistes et xénophobes d'extrême droite, à l'image de la loi immigration. Les nombreux passages en force pour imposer des réformes au mépris de la démocratie sociale ainsi qu'une pratique verticale du pouvoir ont contribué à nourrir une grave crise démocratique.

En tant qu'organisations syndicales attachées au progrès social et à la démocratie nous portons haut et fort les principes républicains, les principes d'égalité, de liberté, de laïcité, de tolérance.

A rebours de ce que porte l'extrême droite pour l'École, nous rappelons notre attachement au projet scolaire de l'École publique, laïque, gratuite et obligatoire : accueillir partout tous les élèves sans distinction d'aucune sorte, être ambitieux pour chacun·e, respecter et participer à une véritable liberté de conscience notamment par la construction de l'esprit critique autour de savoirs scientifiquement validés. Nos revendications pour l'École, ses personnels, ses élèves, pour la société ont une boussole : faire grandir et réussir tous les élèves, ensemble, avec des personnels respectés et reconnus.

Dans ce moment grave et historique et en toute indépendance vis à vis des partis politiques, nos organisations appellent à assurer la défaite des idées de l'extrême droite ainsi que des candidat·es qui les portent.